

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 05/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROMETAL DEVELOPPEMENT

73bis rue de Verdun
ZI St Jean
69100 Villeurbanne

Références : UDR-SSDAS-24-294-ACA
Code AIOT : 0010600394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement EUROMETAL DEVELOPPEMENT implanté 9, bld Monge 69330 Meyzieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROMETAL DEVELOPPEMENT
- 9, bld Monge 69330 Meyzieu
- Code AIOT : 0010600394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EUROMETAL DÉVELOPPEMENT exploite essentiellement au 9, boulevard Monge, à MEYZIEU des installations de tri, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux,

d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux. Les activités sont exercées sur une surface de 43 000 m². L'ensemble des activités de réception et de tri sont réalisées dans des bâtiments couverts. Le site est entièrement clos et imperméabilisé.
Le site compte 17 employés dont 6 chauffeurs.

En 2022-2023, des travaux de réaménagement/création de bureaux et d'espaces de travail, de locaux sociaux et de sanitaires, se sont tenus.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en demeure du 15 juin 2022 et astreinte du 6 septembre 2023	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 6.2.1	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
2	Mise en demeure du 6 septembre 2023	Arrêté Préfectoral du 29/05/2005, article 6.2.6 et 18	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	3 mois
3	Suites de l'inspection du 16/12/2021	Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 4.3.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Suites de l'inspection du 16/12/2021	Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 6.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Suites de l'inspection du 16/12/2021	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2	Demande d'action corrective	6 mois
9	Suites de l'inspection du 16/12/2021	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50	Demande d'action corrective	6 mois
10	Habitation dans le périmètre ICPE	Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 1.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
11	Installation rubrique 2710	Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 14.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
12	Etude des risques sur les	Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 1.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	déchets combustibles		corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Suites de l'inspection du 16/12/2021	Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 1.3.1 et 6.3.1	Sans objet
6	Suites de l'inspection du 16/12/2021	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R516-1	Sans objet
7	Suites de l'inspection du 16/12/2021	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-74	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 17 octobre 2024 et les éléments présentés par l'exploitant permettent de proposer à madame la préfète du Rhône de **lever** :

- **la mise en demeure du 15 juin 2022** relative à l'installation d'un système de détection incendie dans les zones à risque

- **la mise en demeure du 6 septembre 2023** relative au contrôle des trappes de désenfumage et à la réalisation d'une étude foudre et le cas échéant d'une étude technique et la réalisation des travaux qui en découlent.

Par ailleurs en raison de l'installation du système de détection et d'alerte incendie dans les délais impartis par l'astreinte administrative du 6 septembre 2023, l'inspection des installations classées propose également à madame la préfète du Rhône **de lever cet arrêté**.

Il est important de noter que l'exploitant doit encore installer un moyen de détection et d'alerte incendie dans la zone de grenailage.

Par ailleurs, l'exploitant doit mettre en place un parafoudre sur le tableau général.

Les points saillants de cette inspection résident dans :

- la nécessité de disposer de moyens de rétention suffisants sur l'ensemble du site ;
- l'importance de s'assurer que les habitations sur le site ne subissent pas de nuisances liées à

l'exploitation du site ;

- l'exploitant doit formaliser le registre de ses déchets entrants et sortants conformément à la réglementation.

Enfin, l'actualisation de la réglementation sur la prévention du risque incendie dans les installations de traitement de déchets impose à l'exploitant de nombreuses mises en conformité. L'exploitant veillera à respecter l'ensemble des dispositions selon les délais mentionnés dans l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure du 15 juin 2022 et astreinte du 6 septembre 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 6.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection incendie
Prescription contrôlée : Les zones de sécurité sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. Les locaux comportant des zones de risques incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié. Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse.
Constats : L'exploitant a installé 3 caméras thermiques dans les zones à risque incendie (batteries, DIB/Bois, zone presse) avec un report des alarmes sur le téléphone de trois personnes. L'exploitant a présenté des factures datant de novembre 2023 et mars 2024 Dans le plan des risques mis à jour par l'exploitant et transmis post-inspection par courriel du 18/10/24, l'exploitant a également identifié les zones de cisaille et grenailage comme étant à risque incendie. Ces zones doivent également être pourvues de détection et d'alerte incendie. Par ailleurs, l'Inspection rappelle les dispositions qui devront être prises pour le 1er janvier 2026 suite à la parution de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 relatives à la détection et à la surveillance des installations de traitement de déchets (2710, 2718 et 2791), à savoir la transmission automatique de l'alerte à une personne interne ou externe formée en vue de déclencher les opérations nécessaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°1 : sous un mois, l'exploitant transmettra le contrôle de la détection et de l'alarme incendie réalisé en 2024. Demande n°2 : d'ici fin 2025, l'exploitant fera installer un système de détection et d'alarme incendie sur l'ensemble des zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables. La transmission de la détection incendie sera automatique à une personne interne ou externe formée en vue de déclencher les opérations nécessaires.

Au regard des constats formulés, la mise en demeure du 15 juin 2022 peut être levée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : Mise en demeure du 6 septembre 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2005, article 6.2.6 et 18
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage et étude foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6.2.6 de l'AP du 29/03/2005</p> <p>Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.</p> <p>Article 18 de l'AM du 04/10/2010</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le PV de contrôle des trappes de désenfumage du 18/09/2023 attestant du bon fonctionnement des 20 trappes de désenfumage.</p> <p>L'exploitant a procédé à la commande d'une étude foudre réalisée en octobre 2023 par la société Foudre Consult, certifiée selon la norme NF EN 62 305-2.</p> <p>L'étude foudre conclut à l'absence de nécessité de réaliser une étude technique. Toutefois elle</p>

impose l'installation de plusieurs parafoudres notamment au niveau de tableaux électriques, du tableau de désenfumage et de la centrale électrique. L'exploitant a indiqué qu'il doit encore installer un parafoudre sur le tableau général (plutôt que sur les tableaux électriques des bâtiments A, B et C). L'exploitant doit s'assurer que ce changement ne remet pas en cause la protection contre la foudre de l'ensemble de l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 : sous trois mois, l'exploitant transmet à l'Inspection les éléments justifiants de l'installation de l'ensemble des parafoudres comme indiqué dans l'étude foudre.

Au regard des constats formulés, la mise en demeure du 6 septembre 2023 peut être levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Suites de l'inspection du 16/12/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 4.3.6

Thème(s) : Risques chroniques, Autorisation de déversement et rétention des eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartiennent le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique.

Les eaux pluviales de voiries et ayant ruisselées sur les stockages de déchets devront, avant le 31 décembre 2015, être dirigées vers le réseau d'eaux usées de la commune de MEYZIEU. Pour respecter cette disposition, l'exploitant prendra contact avec le service assainissement du Grand Lyon pour définir les travaux à réaliser et obtenir un arrêté de déversement.

Constats :

La convention de déversement du Grand Lyon établie le 12/02/2021 précise que l'établissement dispose de deux bassins de 300 et 80 m³. A noter que l'arrêté préfectoral de 2015 prévoyait l'installation d'un bassin de 300 m³. Lors de la précédente inspection, il était demandé à l'exploitant de transmettre le dossier produit pour le Grand Lyon dans le cadre de la convention de rejet avec notamment les caractéristiques des cuves.

Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que les cuves enterrées présentes sur le site étaient d'un volume de 80 m³, deux sont installées au n°7 et une au n°9 soit un volume total de 240 m³. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dossier technique demandé.

L'exploitant a par ailleurs transmis un nouveau calcul des besoins en eau (D9) et du dimensionnement des rétentions des eaux d'incendie (D9A). Ce calcul conclut à la nécessité d'un volume de rétention de 385,5 m³.

L'exploitant doit reprendre les calculs sur le D9 :- le site ne dispose pas de détection automatique d'incendie avec télésurveillance au sens du D9 ; - les calculs doivent être faits sur la base du fascicule S relatif aux activités de déchets et non au fascicule F relatif aux industries métallurgiques, le risque 1 doit être retenu pour les activités et le risque 2 pour le stockage ; -

l'Inspection rappelle que la surface de référence est au minimum délimitée soit par des murs REI 120 soit par un espace libre non couvert de 10m minimum, l'exploitant s'assurera de respecter cette consigne pour l'ensemble des zones ; - la plupart des bâtiments sont composés de parpaings sur environ 2m et ensuite de tôle, l'exploitant a considéré que la résistance mécanique de l'ossature était >R30, l'exploitant apportera la justification. Par ailleurs, les stockages en extérieur sans bloc béton doivent être considérés <R30.

Concernant le D9A, le volume d'eau lié aux intempéries doit être calculé pour l'ensemble des surfaces étanchées (bâtiment, voirie, parking, ...) soit quasiment la totalité du site (environ 4000 m²).

Par ailleurs, l'Inspection a constaté que la vanne d'isolement n'était toujours pas matérialisée, qu'il n'y avait aucune consigne à proximité ni les outils nécessaires pour la manipuler. L'exploitant précise qu'un éclairage spécifique a été ajouté dans cette zone.

Enfin, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que le site disposait de deux réseaux différents et donc de deux points de rejet (pour le n°7 et pour le n°9). Cette information n'a notamment pas été transmise au Grand Lyon. L'exploitant doit se rapprocher du service de gestion des rejets non domestiques du Grand Lyon afin de régulariser sa situation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4 : sous trois mois, l'exploitant transmet les calculs du D9 et du D9A mis à jour avec les éléments d'explication nécessaires.

Demande n°5 : sous six mois, l'exploitant transmet à l'Inspection une proposition concernant le choix technique choisi pour retenir les eaux susceptibles d'être polluées pour l'ensemble du site. Le dispositif de rétention retenu par l'exploitant devra alors être installé sous 12 mois. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Demande n°6 : sous trois mois, l'exploitant met en place les moyens nécessaires pour faciliter la manipulation de la vanne d'isolement des eaux susceptibles d'être polluées. L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'un exercice de défense contre l'incendie devait être réalisé pour le 01/07/2024, l'exploitant s'assure de le mettre en place rapidement en incluant évidemment la manipulation de la vanne d'isolement.

Demande n°7 : sous six mois, l'exploitant transmet la convention de rejet établie par le Grand Lyon suite à la mise à jour de celle-ci. L'exploitant devra également communiquer au Grand Lyon les modalités retenus pour la rétention de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Suites de l'inspection du 16/12/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 6.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens externes de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Les installations sont dotées de moyens de lutte externes contre l'incendie appropriés aux risques à défendre, et notamment :

d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;

<p>de 3 poteaux d'incendie de 150 mm ;</p> <p>Pour chaque poteau d'incendie, l'exploitant devra fournir au SDMIS, une attestation garantissant sa conformité aux normes, son débit maximum et sa pression. Une étude sur la faisabilité de la remise en état du poteau d'incendie privé 12538 devra être réalisée sous 3 mois et remise dès réception au SDMIS ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>pour la défense incendie du site, un débit d'eau sur la zone de 210 m3/h devra être assuré pendant au moins deux heures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article 6.3.1 de l'arrêté préfectoral du 09/06/2015 relatives aux poteaux incendie. Les débits des deux poteaux incendie situés à proximité du site (160 m3/h et 281 m3/h) devraient répondre aux besoins en eaux du site (nouveau calcul attendu, cf demande n°3). Toutefois, lors de l'instruction du porter à connaissance de 2014 il a été décidé en concertation avec le SDMIS la nécessité de disposer de 3 poteaux incendie.</p> <p>Les deux poteaux incendie positionnés boulevard Monge pourraient ne pas être suffisants pour atteindre les extrémités nord du site en cas d'incendie sachant que la présence des voies de tramway au nord du site ne permettent pas un accès pompiers.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°8 : sous six mois, l'exploitant transmet un porter à connaissance relatif à la modification des moyens externes de lutte contre l'incendie ou se conforme à la disposition 6.3.1 en réhabilitant le poteau privé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Suites de l'inspection du 16/12/2021

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 1.3.1 et 6.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de localisation des risques et plan de masse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf prescriptions contraires imposées par le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p> <p>Un plan de masse ainsi qu'un plan de répartition des installations sont annexées au présent arrêté.</p> <p>-----</p> <p>Les installations sont dotées de moyens de lutte externes contre l'incendie appropriés aux risques à défendre, et notamment :</p> <p>(...)</p> <p>de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une</p>

description des dangers pour chaque local ; (...)
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, il était demandé à l’exploitant de mettre à jour son plan de masse ainsi que le plan de localisation des risques afin, notamment de faciliter l’intervention des services d’incendie et de secours. L’Inspection a rappelé que ces plans devaient être systématiquement tenus à jour et qu’en cas de modification des risques, un porter à connaissance devait être déposé. Ces plans doivent être facilement accessibles pour le SDMIS.</p> <p>Par ailleurs, l’arrêté ministériel du 22/12/2023 impose à l’article 5 de tenir à jour un plan de défense contre l’incendie depuis le 1er juillet 2024, ce plan comprend notamment :- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</p> <p>L’exploitant devra également se conformer à cette disposition et tenir à disposition de l’Inspection le plan de défense contre l’incendie.</p> <p>Suite à l’inspection, l’exploitant a transmis par courriel du 18/10/24, un plan des risques mis à jour en réponse aux remarques de l’Inspection (ajout des risques lié au stockage de bouteilles d’oxygène, gaz comburant et sous pression).Le plan de masse a également été actualisé pour prendre en compte cet ajout.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suites de l’inspection du 16/12/2021

Référence réglementaire : Code de l’environnement du 08/07/2024, article R516-1
Thème(s) : Situation administrative, Constitution de garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont :</p> <p>1° Les installations de stockage des déchets, à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes ;</p> <p>2° Les carrières ;</p> <p>3° Les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 ;</p> <p>4° Les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone.</p> <p>Sont exemptées des obligations de constitution de garanties financières les installations classées mentionnées aux 1°, 2°, 3° et 4° qui sont exploitées directement par l'Etat ou qui bénéficient d'une garantie financière de la part de l'Etat leur permettant d'effectuer les opérations visées au</p>

deuxième alinéa de l'article L. 516-1.

La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est adressée au préfet.

Cette demande est instruite dans les formes prévues aux articles R. 181-45 et R. 512-46-22.

Pour les installations mentionnées aux 1° et 2° l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

Pour les installations mentionnées aux 3° et 4°, à défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut refus de l'autorisation de changement d'exploitant.

Constats :

Lors de la précédente inspection, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter une actualisation de ses garanties financières datant de 2015. Il devait transmettre une nouvelle attestation de garanties financières.

Or, la loi industrie verte du 23/10/2023 vient supprimer l'obligation de constitution de garanties financières pour les ICPE qui étaient visées au 5° de l'article R516-1.

Le renouvellement des actes de cautionnement arrivés à leur échéance avant l'entrée en vigueur du décret d'application n'est pas requis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suites de l'inspection du 16/12/2021

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-74

Thème(s) : Situation administrative, Caducité de l'acte

Prescription contrôlée :

I. - L'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans.

(...)

II. - En application de l'article L. 512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant.

(...)

Constats :

<p>La grenailleuse de câbles n'a pas été en fonctionnement depuis 2021, l'Inspection avait rappelé à l'exploitant que si l'arrêt était supérieur à trois ans, l'installation ne peut plus être remise en service, sauf demande formulée par l'exploitant auprès de l'Inspection.</p> <p>L'exploitant a précisé dans son courrier du 7 février 2024 que la grenailleuse avait repris son activité depuis décembre 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Suites de l'inspection du 16/12/2021

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants et sortants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 et 2 de l'AM du 31/05/2021</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a demandé à l'exploitant de lui fournir le registre des déchets entrants et sortants. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un registre correspondant aux attendus de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.</p> <p>En effet, d'une part l'exploitant ne dispose pas des moyens pour extraire les informations contenues dans son logiciel de comptabilité, d'autre part, les informations contenues ne sont pas complètes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°9 ; sous six mois, l'exploitant s'organise afin de recueillir l'ensemble des informations demandées aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 pour chaque réception et expédition de déchets. Par ailleurs, l'ensemble de ces données seront disponibles à tout moment au travers du registre des déchets entrants et sortants.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 9 : Suites de l'inspection du 16/12/2021

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Articles 49 et 50 de l'AM du 04/10/2010</p>
<p>Constats :</p>

Suite à la précédente inspection, l'exploitant devait mettre en place un suivi régulier de l'ensemble de ses stocks de matières / déchets dangereux, ainsi que les matières combustibles non dangereuses.

Or, les inspecteurs ont constaté que le suivi de l'état des stocks de matières/déchets entreposés sur le site n'est toujours pas opérationnel.

L'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, à savoir la quantité de matière ou déchets par typologie ainsi que leur localisation et les mentions de dangers ou principaux risques.

De plus, l'inspection rappelle que l'article 10 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 impose qu'au 01/01/2025, l'exploitant tienne la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis.

L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne.

Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Habitation dans le périmètre ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 1.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sur des habitations privées

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

(...)

Prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Constats :

Une habitation privée est implantée dans les limites ICPE de l'établissement, sur la parcelle n°13. L'Inspection a par ailleurs constaté la présence d'un petit jardin avec piscine accolé à la partie sud-ouest du bâtiment D (à proximité de l'atelier de grenailage). Une zone d'activité de cisailage de métaux ainsi que des zones de stockage de métaux se trouvent à proximité immédiate de l'habitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Installation rubrique 2710

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 14.1
Thème(s) : Risques accidentels, Respect de l'implantation
Prescription contrôlée : L'installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets est située à l'extérieur et au nord-est du bâtiment A sous auvent. L'accès à cette aire est correctement signalé depuis l'entrée de l'établissement.
Constats : La zone d'apport de déchets par les producteurs initiaux n'est pas située à l'extérieur au nord-est du bâtiment A sous un auvent mais à l'intérieur du bâtiment A (partie sud-est).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°12 : Si l'exploitant souhaite conserver l'emplacement de cette zone d'apport, il doit, sous six mois, analyser l'impact de cette modification par rapport aux dispositions de la prescription 14.1 de son arrêté préfectoral. Si la modification est notable, l'exploitant doit déposer auprès de madame la préfète du Rhône un dossier de porter à connaissance pour informer de cette modification avec l'ensemble des éléments d'appréciation des nuisances et des risques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Etude des risques sur les déchets combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2015, article 1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Modélisations du risque incendie
Prescription contrôlée : Sauf prescriptions contraires imposées par le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. Un plan de masse ainsi qu'un plan de répartition des installations sont annexées au présent arrêté.
Constats : Contrairement aux éléments renseignés dans le porter à connaissance de janvier 2015 les déchets de papier, carton, bois et plastique ne sont pas entreposés dans des bennes mais en vrac. Par ailleurs, il n'était pas prévu l'entreposage de déchets non dangereux non inertes de ce type en

<p>extérieur, or, l'exploitant entrepose deux tas de bois en vrac.</p> <p>De plus, la zone de stockage des déchets dangereux était initialement située au nord du bâtiment C dans un local dédié, à présent l'exploitant entrepose les batteries dans des bennes au sud-ouest du bâtiment A (il reste toutefois quelques déchets dangereux au nord du bâtiment C).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°13 : sous six mois, l'exploitant doit procéder à l'étude des risques de ces entreposages selon les emplacements et modalités de stockage actuelles et dans le respect des quantités maximales autorisées. Des études de flux thermiques seront incluses dans cette étude.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant ajoutera ces modifications au dossier de porter à connaissance qu'il sera susceptible de déposer auprès de madame la préfète du Rhône en réponse au point de constat précédent.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>